

## **Inside Secure**

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2017)**

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63 rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine*  
*Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

*Expertea Audit*  
Membre de la Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes Aix-Bastia  
60 bd Jean LABRO, 13016 Marseille

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

**Experte Audit**  
60 boulevard Jean Labro  
13016 Marseille

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2017)**

A l'assemblée générale des Actionnaires

### **Inside Secure**

Rue de la Carrière de Bachasson  
13590 Meyreuil

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inside Secure relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2)b de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable lié à la première application du Règlement ANC 2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture ;

- la note 2)d de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement d'estimation relatif à la reconnaissance du chiffre d'affaires des redevances perçues.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### *Comptabilisation du chiffre d'affaires*

##### Risque identifié :

Comme décrit dans les notes aux comptes annuels, Inside Secure commercialise des logiciels, des éléments de propriété intellectuelle et des services. Les principes comptables relatifs à chaque type de chiffre d'affaires sont décrits dans la note 2.(d) de l'annexe aux comptes annuels.

Compte tenu du caractère immatériel des biens et services vendus, les contrôles relatifs à la preuve de leur transfert au client, et de manière générale de séparation des exercices, pourraient être plus facilement contournés ou défaillants. Par conséquent, nous considérons qu'il existe un risque que le chiffre d'affaires soit comptabilisé à tort ou sur une période comptable inappropriée.

Le chiffre d'affaires représente également un poste significatif du compte de résultat : en l'absence de coût des ventes associé, une erreur de comptabilisation du revenu a un impact direct et total sur le résultat de la période.

Nous avons donc considéré la comptabilisation du chiffre d'affaires comme un point clé d'audit en raison de l'importance de cet agrégat dans les comptes annuels et de la sensibilité de cette information dans la communication financière de la société.

##### Notre réponse :

Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles relatifs au processus de comptabilisation du chiffre d'affaires mis en place par Inside Secure afin d'apprécier s'ils permettent de prévenir des ajustements significatifs.

Nous avons testé un échantillon de transactions pour chaque type de chiffre d'affaires en examinant les contrats, factures, paiements clients, confirmations internes des informations de téléchargement de licences envoyées au client, preuves d'acceptation du client (uniquement lorsque prévue au contrat) ainsi que les confirmations périodiques des clients dans le cas des redevances de licences, afin de vérifier que les revenus ont été comptabilisés conformément aux principes comptables décrits dans les notes aux comptes annuels ;

Nous avons testé les transactions effectuées à des dates proches de part et d'autre de la clôture afin de vérifier que le chiffre d'affaires a été comptabilisé sur le bon exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations retenues par Inside Secure pour les revenus provenant de redevances variables, par :

- Entretien avec les opérationnels et la direction financière afin de comprendre le processus de remontée et de validation des informations commerciales détenues par la direction commerciale ;
- Contrôle des modèles d'estimations retenues (pertinence et exactitude du calcul) ;
- Comparaison des estimations avec les montants réels facturés sur le trimestre suivant (à réception de la confirmation client), sur un échantillon de transactions.

Nous avons conduit des procédures de confirmations externes auprès des clients dont les soldes à la clôture étaient les plus significatifs ; nous avons rapproché les réponses aux confirmations reçues avec la comptabilité pour vérifier notamment l'exactitude du chiffre d'affaires comptabilisé et sa comptabilisation sur le bon exercice.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Inside Secure par votre assemblée générale du 19 juin 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 14 juin 2017 pour le cabinet Experte Audit.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Experte Audit dans la 1<sup>ère</sup> année, dont respectivement 6 et 1 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au comité d'audit*

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Marseille, le 28 mars 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Didier Cavanié

Experte Audit



Jérôme Magnan

## Bilan

ACTIF en milliers d'euros	Notes	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	47 839	29 001	18 838	7 818
Immobilisations corporelles	3.1	1 719	921	798	1 031
Immobilisations financières	3.2	25 275	4 121	21 154	28 398
<b>Actif immobilisé</b>		<b>74 833</b>	<b>34 042</b>	<b>40 790</b>	<b>37 247</b>
Stocks		84	-	84	67
Avances et acomptes versés sur commandes		50	-	50	153
Créances clients	3.4	12 972	138	12 833	12 697
Autres créances	3.4	2 979	-	2 979	7 349
Disponibilités	3.5	37 285	-	37 285	23 119
<b>Actif circulant</b>		<b>53 371</b>	<b>138</b>	<b>53 232</b>	<b>43 386</b>
Charges constatées d'avance	3.11	495	-	495	467
Ecarts de conversion actif	3.12	605	-	605	52
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>1 100</b>	<b>-</b>	<b>1 100</b>	<b>519</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>129 304</b>	<b>34 181</b>	<b>95 123</b>	<b>81 152</b>

  

PASSIF en milliers d'euros		31 décembre 2017	31 décembre 2016
Capital	3.6	17 280	17 251
Prime d'émission et d'apport	3.6	164 303	164 138
Réserve indisponible	3.6	9 960	9 960
Report à nouveau	3.6	(131 060)	(152 133)
Résultat	3.6	(373)	21 073
<b>Capitaux propres</b>		<b>60 110</b>	<b>60 288</b>
Provisions pour risques et charges	3.7	6 728	5 626
Emprunts et dettes financières divers	3.4	16 484	693
Avances et acomptes reçus	3.4	93	444
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.4	2 327	2 862
Dettes fiscales et sociales	3.4	2 350	4 847
Autres dettes	3.4	4 067	3 561
<b>Dettes</b>		<b>32 049</b>	<b>18 033</b>
Produits constatés d'avance	3.11	2 363	2 307
Ecarts de conversion passif	3.12	601	523
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>2 964</b>	<b>2 831</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>95 123</b>	<b>81 152</b>

## Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT en milliers d'euros	Note	Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires	4.1	36 508	74 603
Production stockée		-	(5 193)
Reprises sur dépréciations et provisions	3.8	4 062	10 279
Transferts de charges	4.6	673	1 062
Autres produits		883	92
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>42 126</b>	<b>80 843</b>
Achats matières et marchandises		23	5 043
Variations de stocks		(25)	2 715
Autres achats et charges externes		26 051	44 468
Impôts taxes et versements assimilés		685	1 160
Salaires et traitements	4.2 et 4.3	4 539	9 681
Charges sociales		1 528	3 202
Dotations aux amortissements et dépréciations			
- Sur immobilisations : Dotations aux amortissements	3.1	1 554	2 884
- Sur immobilisations : Dotations aux provisions	3.1 et 3.7	-	365
- Sur actifs circulants : Dotations aux dépréciations	3.7	76	-
Dotations aux provisions	3.7	2 032	6 185
Autres charges		2 847	4 194
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>39 310</b>	<b>79 897</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>2 816</b>	<b>947</b>
Produits financiers de participations		-	4 255
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		-	248
Autres intérêts et produits assimilés		1 876	66
Reprises de provisions	3.7	52	684
Différences positives de change		2 457	3 304
<b>Total produits financiers</b>		<b>4 386</b>	<b>8 558</b>
Dotations aux provisions	3.7	605	52
Intérêts et charges assimilés		2 241	584
Différences négatives de change		5 097	3 987
<b>Total charges financières</b>		<b>7 944</b>	<b>4 623</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(3 558)</b>	<b>3 935</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 142	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 500	20 413
<b>Total produits exceptionnels</b>	4.5	<b>2 642</b>	<b>20 413</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		410	451
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 917	1 650
Dotations aux amortissements et provisions		-	2 496
<b>Total charges exceptionnelles</b>	4.5	<b>2 327</b>	<b>4 598</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>315</b>	<b>15 816</b>
Impôt sur les bénéfices		(202)	(1 392)
Crédit d'impôt recherche		256	1 768
<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>		<b>(373)</b>	<b>21 073</b>

## Notes annexes aux comptes annuels

Le bilan, avant répartition du résultat de l'exercice, présente un total de 95 123 milliers d'euros et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, un chiffre d'affaires de 36 508 milliers d'euros, pour une perte de 373 milliers d'euros. L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### 1. Informations générales sur la Société

#### 1.1 Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

Inside Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») conçoit, développe et commercialise des logiciels embarqués et des composants de propriété intellectuelle dédiés à la sécurité des transactions, des contenus et de l'identité numérique.

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Les comptes annuels clos le 31 décembre 2017 ont été arrêtés par le Directoire de la Société le 26 mars 2018.

#### *Cession de l'activité semi-conducteurs en 2016*

Le 20 septembre 2016, la Société a finalisé la cession de son activité semi-conducteurs. Le périmètre de la transaction comprenait la cession des produits, des technologies, des contrats clients et de certains brevets. Plus généralement, il portait également sur la cession des actifs liés au développement et à la commercialisation de circuits intégrés sécurisés ainsi qu'au personnel dédié à cette activité (recherche & développement, ventes, marketing et support). Ce périmètre correspondait essentiellement à l'activité semi-conducteurs d'Inside Secure centrée sur l'Internet des Objets, la lutte contre la contrefaçon et la protection des marques, le paiement EMV par carte à puce et l'accès sécurisé.

#### *Obligations remboursables en actions WISeKey*

Lors de la réalisation de l'accord de cession de son activité semi-conducteurs à WISeKey, la Société s'est vue attribuer, pour paiement partiel du prix, des obligations remboursables en actions cotées de la société WISeKey International Holding Ltd pour un montant nominal de 11,0 millions de francs suisses. Ces obligations pouvaient être converties, à l'issue d'une période de deux mois suivant leur attribution, en actions WISeKey, librement négociables, moyennant une décote minimale de 10% sur le prix moyen pondéré par les volumes des quinze jours de bourse précédant la date de conversion. Au cours de l'exercice 2017 l'intégralité des obligations a été convertie en actions et les actions ont été cédées sur le marché.

#### *Obligations convertibles en actions Inside Secure*

Afin de renforcer sa capacité à financer des projets d'acquisition qui permettraient de renforcer son offre de technologies, de produits et de solutions relatifs à la sécurité logicielle, la Société a émis le 29 juin et

le 5 septembre 2017 des obligations convertibles en actions Inside Secure nouvelles ou existantes (OCEANE) pour un montant total de 15,3 millions d’euros nets de frais (voir note 3.4).

#### *Acquisition de la société Meontrust*

Le 28 août 2017 la Groupe a acquis 100% des actions composant le capital social de Meontrust, jeune société finlandaise de logiciels de sécurité, pour un montant total de 4,0 millions d’euros, entièrement réglé en numéraire, auquel pourrait s’ajouter un complément de prix éventuel pouvant aller jusqu’à 1 million d’euros. Cependant, au regard du plan d’affaires actuel, le management de la Société estime à la date d’arrêté des comptes, qu’aucun paiement additionnel ne serait dû.

Les titres de cette société sont portés par Inside Secure BV, filiale hollandaise détenue à 100% par la Société.

#### *Acquisition des actifs de la société SypherMedia International*

Le 6 novembre 2017 la Société a réalisé l’acquisition des actifs de la société californienne SypherMedia International, Inc. (« SMI ») et la reprise des salariés par une filiale du Groupe, pour un prix de 7 millions de dollars, entièrement réglé en numéraire, auquel pourrait s’ajouter un complément de prix éventuel pouvant aller jusqu’à 3 millions de dollars. Sur la base du plan d’affaires de l’activité reprise, le management de la Société estime que l’intégralité du complément de prix serait dû.

La Société a repris les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles (dont la technologie et les relations commerciales) ainsi que les autres actifs correspondant majoritairement aux créances clients.

La filiale américaine du Groupe, Inside Secure Inc, a repris le personnel de SypherMedia International.

### ***1.2 Evènements significatifs postérieurs à la clôture***

Sans objet.

## **2. Règles et méthodes comptables**

### ***(a) Principes comptables et conventions générales***

Les comptes sociaux d’Inside Secure SA sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC n° 2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables d’établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l’exploitation,
- permanence des méthodes comptables d’un exercice à l’autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont exprimées les informations significatives.

**(b) Changement de méthode comptable**

La première application du règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017 constitue un changement de méthode comptable.

Cela a conduit à présenter en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales sur les lignes « Autres produits » (861 milliers d'euros) et « Autres charges » (850 milliers d'euros). Selon les anciennes méthodes, ces résultats de change auraient été présentés en résultat financier.

**(c) Monnaie de présentation**

L'essentiel des transactions d'achat et de vente de la Société est réalisé en dollars américains (« dollars »). Cependant, conformément aux dispositions du Code de Commerce, la Société présente ses comptes sociaux en euros. Le cours de clôture du dollar par rapport à l'euro est passé de 1,0541 dollars pour 1 euro au 31 décembre 2016 à 1,1993 dollars au 31 décembre 2017.

**(d) Comptabilisation du chiffre d'affaires**

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- réalisé, c'est-à-dire qu'il est certain à la fois dans son principe et son montant,
- et acquis à l'exercice.

La Société commercialise des logiciels, des services et de la propriété intellectuelle et, jusqu'à la vente de l'activité semi-conducteurs, elle commercialisait également des circuits intégrés. Le chiffre d'affaires comptabilisés est présenté net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises. Les principaux produits issus des activités de la Société sont comptabilisés de la manière décrite ci-après :

Changement d'estimation

Au cours de l'exercice 2017 la Société a procédé à un changement d'estimation relatif à la comptabilisation du chiffre d'affaires des redevances pour licences, voir le paragraphe c) ci-après.

Les redevances peuvent être fixes et / ou variables.

Les redevances fixes sont, jusqu'au 31 décembre 2016, étalées linéairement sur la durée du contrat. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, ces redevances sont analysées comme de véritables cessions d'actifs (mise à disposition du droit d'utilisation au client) entraînant la comptabilisation immédiate en chiffre d'affaires des redevances perçues ou à percevoir. Ce changement d'estimation a conduit à reconnaître un chiffre d'affaires de 401 milliers d'euros qui aurait été reconnu lors des périodes suivantes en application des règles suivies jusqu'à maintenant.

Les redevances variables sont, jusqu'au 31 décembre 2016, faute d'estimations fiables, comptabilisées en chiffre d'affaires uniquement lorsque les confirmations périodiques des clients sont obtenues (ces confirmations étaient reçues généralement après la date de clôture de l'exercice au cours duquel les ventes étaient réalisées par les clients). A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Société a mis en œuvre de nouvelles procédures lui permettant, à la clôture, d'estimer de façon fiable les ventes réalisées par les clients sur l'exercice sans attendre leurs confirmations périodiques. La Société détermine désormais les redevances acquises sur la base (i) de l'historique des rapports de redevances reçus lors des trimestres précédents et (ii) des informations détenues par la direction commerciale en lien avec les clients. Le chiffre d'affaires reconnu en 2017 sur ces bases et qui aurait été reconnu en 2018 selon les approches

antérieures s'élève à 2 896 milliers d'euros, dont 839 milliers d'euros a été estimé dans l'attente de la réception des confirmations périodiques des clients.

#### Vente de licences d'utilisation de logiciels sans développements spécifiques

La Société commercialise des licences « statiques » (correspondant à un droit d'utiliser la technologie telle qu'elle existe à la date à laquelle la licence est attribuée) que ses clients intègrent directement dans la conception de leurs produits, plateformes semi-conducteurs et/ou logiciels. Lorsque les licences sont vendues sans développements spécifiques, le chiffre d'affaires est constaté lors de la cession du droit d'utilisation de la licence.

#### Vente de licences d'utilisation de logiciels avec développements spécifiques (moins de 5% du chiffre d'affaires)

La Société analyse chacun des contrats concernés pour déterminer s'il y a une seule obligation (vente d'un logiciel personnalisé pour répondre spécifiquement aux demandes et besoins du client) ou deux obligations séparées (vente d'un logiciel standard et réalisation de prestations simples assistance). Lorsqu'il y a une seule obligation, le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'**avancement** des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probables et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable. Lorsqu'il y a deux obligations, la vente de licence est reconnue selon les principes décrits ci-dessus.

#### Redevances

Les redevances de concession de licences peuvent être fixes et/ou variables. Les redevances variables sont, en général, fonction des ventes réalisées par les clients.

Les redevances fixes sont comptabilisées en chiffre d'affaires intégralement lors de la mise à disposition du droit d'utilisation au client. Les redevances variables sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure des ventes réalisées par le client. A la clôture, la Société peut déterminer, de manière fiable, les redevances variables acquises sur la période sur la base (i) de l'historique des rapports de redevances reçus lors des trimestres précédents et (ii) des informations détenues par la direction commerciale en lien avec les clients.

#### Prestations de maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant une prestation de support technique. Le chiffre d'affaires correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations, dans la mesure où les prestations sont rendues de façon continue. Lorsque la prestation de maintenance est vendue avec la licence, la portion du prix du contrat qui revient à la partie maintenance est déterminée en tenant compte à la fois des prix observables sur les renouvellements de maintenance et des prix habituellement pratiqués sur le marché.

#### Vente des circuits intégrés (activité cédée en 2016)

Jusqu'en 2016, les produits de la Société étaient généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluaient des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le chiffre d'affaires était reconnu pour les produits à la livraison lors du

transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix était fixe et le recouvrement de la créance apparaissait assuré de manière raisonnable.

Le montant du chiffre d'affaires provenant des ventes des circuits intégrés s'élevait à 30 050 milliers d'euros (soit 33 253 milliers de dollars) au 31 décembre 2016. Cette activité étant cédée en 2016, il n'y a plus de chiffre d'affaires provenant de la vente de circuits intégrés au 31 décembre 2017.

#### Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du chiffre d'affaires, le Groupe détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

#### Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le chiffre d'affaires n'a pas été reconnu sur la période en application des principes décrits ci-dessus.

#### **(e) Immobilisations**

##### 1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont essentiellement composées de droits d'utilisation de licences de logiciels et de coûts de développements en interne d'applications informatiques amortis sur leur durée d'utilité, estimée à trois années.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif du bilan dans la mesure où la Société dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point des programmes de développement précisément définis et qu'elle bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

##### 2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont pratiqués selon un mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens :

- 3 à 5 ans pour le matériel de recherche et développement,
- 3 à 10 ans pour les agencements et aménagements de constructions,
- 3 à 5 ans pour le matériel de bureau,
- 3 à 8 ans pour le mobilier.

##### 3) Dépréciation

La valeur nette comptable d'une immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

**(f) Titres de participation**

La valeur brute d'inventaire des titres de participation et des créances sur filiales est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des titres de participation et créances sur filiales est constituée lorsque la valeur d'inventaire est supérieure à la valeur d'utilité, celle-ci représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquiescer.

**(g) Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée, après analyse, au cas par cas, lorsque la valeur recouvrable est jugée inférieure à la valeur comptable.

**(h) Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour pertes sur contrats sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

**(i) Opérations libellées en devises**

Comme indiqué précédemment, l'essentiel des transactions d'achats et de ventes de la Société est réalisé en dollars.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur en euros à la date de l'opération.

Le résultat de change est enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Ainsi sont enregistrés en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (liquidités en devises...).

En 2017, la Société a eu recours à des opérations de couverture de change pour couvrir son exposition dans sa monnaie fonctionnelle, le dollar contre l'euro.

Ces opérations sont qualifiées de macro-couverture et constituent par conséquent des positions ouvertes isolées. Les pertes et les gains dénoués sur ces opérations sont comptabilisés en résultat financier.

Les pertes et les gains latents à la clôture sont comptabilisés au bilan.

Les dettes, créances et disponibilités figurent au bilan pour leur contrevaletur en euros au cours du dernier jour de l'exercice. La différence résultant de la réévaluation de ces actifs et passifs en devises est portée au bilan dans le poste « Ecart de conversion actifs » ou « Ecart de conversion passif ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

**(j) Subventions et crédit d'impôt recherche**

Des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat « Subventions d'exploitation »

(i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Une avance remboursable sous conditions est traitée comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat) s'il est établi que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, elle est classée en dettes.

Les crédits d'impôt recherche octroyés pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique sont comptabilisés en crédit d'impôt sous la rubrique « Impôts sur les bénéficiaires » conformément à la recommandation de l'ANC du 11 janvier 2011. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs".

### 3. Compléments d'informations relatifs au bilan

#### 3.1 Etat des immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent de la façon suivante :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2016	Augmentations par achats	Redassements de postes	Diminutions	31 décembre 2017
Licences et logiciels	32 177	5 508	-	(2 001)	35 683
Relations commerciales	-	1 052	-	-	1 052
Capitalisation des frais de R&D	697	-	-	(697)	-
Fond Commercial	5 738	5 366	-	-	11 103
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>38 611</b>	<b>11 925</b>	<b>-</b>	<b>(2 698)</b>	<b>47 839</b>
Agencements aménagements des constructions	1 003	-	-	(1)	1 002
Installations techniques Matériel et outillage industriel	2 169	-	-	(2 169)	-
Matériel de bureau et informatique mobilier	736	200	-	(246)	690
Immobilisations en cours	45	109	-	(126)	27
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>3 953</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>(2 542)</b>	<b>1 720</b>

L'augmentation des licences et logiciels correspond principalement à l'acquisition des technologies brevetés de la filiale Metaforic et des technologies brevetées détenues par la société SypherMedia International, acquise en 2017.

Par ailleurs, les relations commerciales résultent de la valorisation du portefeuille clients de la société SypherMedia International. Le fond commercial de cette société s'élève à 5 366 milliers d'euros.

Les frais de développement activés pour un montant de 697 milliers d'euros étaient liés à des projets de recherche appliquée financés par des avances remboursables et par des subventions. Les frais de recherche capitalisés correspondaient uniquement à la partie du projet financée par les avances remboursables. Une grande partie de ces recherches étaient rattachées à l'activité semi-conducteurs, par conséquent, l'actif correspondant a été transféré à l'acquéreur à la suite de la cession de cette activité. Il n'y a pas de frais de développement à l'actif du bilan au 31 décembre 2017.

Les amortissements se décomposent comme suit :

Montants bruts en milliers d'euros	31 décembre 2016	Dotations	Dotations aux provisions	Reprises	31 décembre 2017
Licences et logiciels	30 096	1 019	-	(2 146)	28 970
Relations commerciales	-	31	-	-	31
Capitalisation des frais de R&D	697	-	-	(697)	-
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>30 793</b>	<b>1 050</b>	<b>-</b>	<b>(2 842)</b>	<b>29 001</b>
Agencements aménagements des constructions	307	99	-	(1)	406
Installations techniques Matériel et outillage industriel	2 164	-	-	(2 164)	-
Matériel de bureau et informatique mobilier	451	74	-	(9)	516
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>2 922</b>	<b>173</b>	<b>-</b>	<b>(2 174)</b>	<b>922</b>

Les valeurs nettes comptables se décomposent comme suit :

Valeurs nettes comptables	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Licences et logiciels	7 734	2 081
Capitalisation des frais de R&D	-	-
Fonds Commercial	11 103	5 738
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>18 838</b>	<b>7 819</b>
Agencements aménagements des constructions	596	671
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	174	315
Immobilisations en cours	27	45
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>798</b>	<b>1 031</b>

### 3.2 Etat des immobilisations financières

Les immobilisations financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	Augmentations ou dotations	Diminutions ou reprises	31 décembre 2017
Titres de participation	13 238	-	14	13 252
Creances rattachés à des participations	8 445	4 570	(1 464)	11 551
Créance Obligataire	10 115	-	(10 115)	-
Créance SIDS	1 500	-	(1 500)	-
Dépôts et cautions versées	263	8	-	271
Autres	548	-	(347)	201
<b>Immobilisations financières brutes</b>	<b>34 110</b>	<b>4 578</b>	<b>(13 412)</b>	<b>25 275</b>
Provisions sur titres de participation	(4 122)	-	-	(4 122)
Autres provisions sur immobilisations financières	(1 590)	-	1 591	1
<b>Immobilisations financières nettes</b>	<b>28 398</b>	<b>4 578</b>	<b>(11 821)</b>	<b>21 154</b>

Le 20 septembre 2016, la Société a finalisé la cession de son activité semi-conducteurs à WISeKey. À la réalisation de l'accord, la Société s'est vue attribuer, pour paiement partiel du prix, des obligations remboursables en actions cotées de la société WISeKey International Holding Ltd pour un montant nominal de 10 115 milliers d'euros (11 000 milliers de francs suisses). Au cours de l'exercice 2017 l'intégralité des obligations a été convertie en actions et les actions ont été cédées sur le marché.

La Société a accordé en 2009 à la société SIDS, holding de contrôle d'une société intervenant dans le domaine de la sécurité numérique, un prêt remboursable en numéraire à échéance au 30 juin 2010, prorogé jusqu'au 31 mars 2011. SIDS ne disposant pas des ressources financières pour rembourser le prêt, la créance a été provisionnée à 100%. Au cours de l'exercice 2017 la société SIDS ayant été liquidée les titres ont été comptabilisés en perte et la provision a été reprise. L'impact sur le résultat de l'exercice 2017 est nul.

Afin de financer l'acquisition de la société Metaforic par sa filiale Inside Secure UK Ltd (anciennement Vault IC UK), Inside Secure a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élevait à 10 415 milliers d'euros au 31 décembre 2014. À la suite de remboursements partiels, le montant du prêt s'élève à 7,5 millions d'euros au 31 décembre 2017.

En 2017, afin de financer l'acquisition de la société Meontrust par sa filiale Inside Secure BV, la Société a accordé un prêt intragroupe à sa filiale qui s'élève à 4 millions d'euros.

### 3.3 Etat des crédits-bails

Au 31 décembre 2017, la Société a levé toutes les options et ne dispose plus de contrat de crédit-bail en cours.

### 3.4 Etat des échéances des créances et des dettes

Les échéances des créances sont les suivantes :

Échéance des créances en milliers d'euros	Montant net au 31 décembre 2017	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	11 551	-	11 551
Créances clients	12 833	12 833	-
Personnel et comptes rattachés	38	38	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13	13	-
Crédit d'impôt recherche	1 234	582	652
Taxe sur la valeur ajoutée	274	-	-
Divers Etat et autres collectivités publiques	172	172	-
Groupe et associés	234	234	-
Dépôts et cautions versés	472	472	-
Avances	501	501	-
Débiteurs divers	513	513	-
<b>Total</b>	<b>27 836</b>	<b>15 358</b>	<b>12 203</b>

Les échéances des dettes sont les suivantes :

Échéance des dettes en milliers d'euros	Brut 31 décembre 2017	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans
Cautions reçues	122	122	-
Financement adossé sur le CICE	228	228	-
Emprunts et dettes financières divers	16 134	-	16 134
Fournisseurs et comptes rattachés	2 327	2 327	-
Personnel et comptes rattachés	1 529	1 529	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	803	803	-
Autres impôts et taxes assimilés	18	18	-
Groupe et associés	4 065	4 065	-
Autres dettes	2	2	-
Avance remboursable	93	93	-
<b>Total</b>	<b>25 321</b>	<b>9 187</b>	<b>16 134</b>

Les emprunts et dettes financières correspondent aux obligations convertibles en actions Inside Secure nouvelles ou existantes (OCEANE).

Les OCEANE portent intérêt à un taux nominal annuel de 6% payable semi annuellement à terme échu les 29 juin et 29 décembre de chaque année à compter du 29 décembre 2017. Les OCEANE ont été émises au pair le 29 juin 2017 et le 5 septembre 2017 et seront remboursées au pair le 29 juin 2022.

Les OCEANE donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes Inside Secure, à raison d'une action pour une OCEANE. Les OCEANE pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de la société, sous certaines conditions.

### 3.5 Trésorerie

La trésorerie de la Société s'élève à 37 285 milliers d'euros au 31 décembre 2017 (contre 23 199 milliers d'euros au 31 décembre 2016).

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

### 3.6 Variation des capitaux propres et composition du capital social

La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	Affectation	Augmentation	Diminution	31 décembre 2017
Capital	17 251	-	29	-	17 280
Nombre d'actions	43 126 999		73 394		43 200 393
Valeur nominale	0,40 €				0,40 €
Primes	164 138	-	165	-	164 303
Réserves réglementées	9 960	-	-	-	9 960
Report à nouveau	(152 133)	21 073	-	-	(131 060)
Résultat de l'exercice (perte)	21 073	(21 073)	(373)	-	(373)
<b>Capitaux propres</b>	<b>60 288</b>	<b>-</b>	<b>(179)</b>	<b>-</b>	<b>60 110</b>

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 a été affecté au report à nouveau débiteur par décision de l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 2017.

	Capital	Prime d'émission	Prime d'apport	Bons de souscription	Réserve indisponible
<b>A l'ouverture au 1er janvier 2017</b>	<b>17 251</b>	<b>163 271</b>	<b>461</b>	<b>407</b>	<b>9 960</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-
Exercice des options de souscription d'actions	29	165	-	-	-
<b>A la clôture au 31 décembre 2017</b>	<b>17 280</b>	<b>163 436</b>	<b>461</b>	<b>407</b>	<b>9 960</b>

- Les bons de souscription d'actions (« BSA ») émis par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2017 sont les suivants :

Date émission BSA	Nombre BSA souscrits	Prix souscription en euros	Nombre maximal d'actions à souscrire en exercice des BSA	Prix unitaire d'exercice unitaire en €	Date Expiration
18-déc.-08	7 50	Gratuit	3 000	7,1	18-déc.-18
21-déc.-07	2 000	Gratuit	8 000	10,1	22-août-18
2-oct.-08	3 200	Gratuit	1 2 800	10,1	2-oct.-18
<b>TOTAL</b>	<b>5 950</b>		<b>2 3 800</b>		

- Les actions gratuites émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

Date d'attribution des Actions gratuites	Nombre d'Actions gratuites pouvant être définitivement attribuées au 31/12/2017	Nombre d'Actions attribuées définitivement en 2017	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre d'actions gratuites perdues au cours de l'année 2017
23/03/2015	108 873	-	-	44 000
23/03/2015	28 288	-	-	-
02/02/2016	864 000	-	-	-
30/05/2016	51 317	-	-	-
16/12/2016	600 000	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 652 478</b>	-	-	<b>44 000</b>

- Les options de souscription d'actions émises par la Société et en cours de validité au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

Date d'attribution des Options	Nombre d'Options attribuées en cours de validité au 31/12/2017	Prix de souscription des Options (en €)	Nombre maximum d'actions à souscrire sur levée des Options	Nombre des Options levées au cours de l'année 2017	Prix de souscription des actions sur levée des Options (en €)	Date d'expiration des Options
26-juil.-12	15 266	Gratuit	15 266	-	3,1	26-févr.-22
20-févr.-13	15 801	Gratuit	15 801	10 534	2,9	20-févr.-22
20-févr.-13	79 004	Gratuit	79 004	26 334	2,9	20-févr.-23
27-août-13	47 409	Gratuit	47 409	10 432	2,5	27-août-23
27-août-13	15 803	Gratuit	15 803	6 954	2,5	27-févr.-23
23-avr.-14	10 357	Gratuit	10 357	-	3,7	23-avr.-24
22-juil.-14	70 000	Gratuit	70 000	-	4,5	22-juil.-24
28-août-14	35 000	Gratuit	35 000	-	4,2	28-août-24
16-déc.-16	351 860	Gratuit	351 860	19 140	2,3	16-déc.-26
16-déc.-16	230 000	Gratuit	230 000	-	2,0	16-déc.-26
29-avr.-17	45 000	Gratuit	45 000	-	3,0	24-avr.-27
19-oct.-17	500 000	Gratuit	500 000	-	3,0	19-oct.-27
<b>Total</b>	<b>1 415 500</b>		<b>1 415 500</b>	<b>73 394</b>		

- Actions propres détenues au 31 décembre 2017

Hormis les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité, la Société ne détient pas d'autres actions d'autocontrôle.

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice 2017, le solde du contrat de liquidité était de 32 474 actions au 31 décembre 2017. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 95 474 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre 2017, soit 2,94 euros.

### 3.7 Etat des provisions

Les provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2016	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31 décembre 2017
Provisions pour pertes de change	(52)	(553)	-	-	(605)
Autres provisions pour risques	(5 276)	(599)	2 361	106	(3 408)
Provision pour pertes sur contrat	(84)	-	-	84	0
Provision pour complément de prix	-	(2 578)	-	-	(2 578)
Provisions indemnités retraites	(214)	-	-	78	(136)
<b>TOTAL I</b>	<b>(5 626)</b>	<b>(3 730)</b>	<b>2 361</b>	<b>268</b>	<b>(6 727)</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>					
Sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Sur titres de participation	(4 121)	-	-	-	(4 121)
Sur autres immobilisations financières	(1 590)	-	-	-	(1 590)
Sur stocks et en cours	-	-	-	-	-
Sur comptes clients	(3)	(138)	-	3	(138)
<b>TOTAL II</b>	<b>(5 714)</b>	<b>(138)</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>(5 849)</b>
<b>TOTAL GENERAL (I) + (II)</b>	<b>(11 342)</b>	<b>(3 868)</b>	<b>2 361</b>	<b>271</b>	<b>(12 576)</b>

#### Provision pour perte sur contrat

En 2016, dans le cadre de la cession de l'activité semi-conducteurs, le contrat relatif à la provision pour pertes sur contrat a été transféré à l'acquéreur. Par conséquent, cette provision ne figure plus au bilan au 31 décembre 2016. Le montant de 84 milliers d'euros correspondait à un reliquat repris au cours de l'exercice 2017.

#### Provisions pour pertes de change et indemnités de départ à la retraite

Les provisions pour pertes de change correspondent aux pertes latentes de change nettes sur les positions bilancielle.

La Société comptabilise des provisions pour indemnités de départ en retraite sur la base de calculs et d'hypothèses actuariels.

#### Autres provisions pour risques

La Société est sujette à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction de la Société considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière de la Société, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

Les autres provisions pour risques incluent également les provisions relatives à des procédures prud'homales en cours à la date de clôture.

#### Provision pour complément de prix

Le coût d'acquisition des actifs de la société californienne SypherMedia International, Inc. (« SMI ») et la reprise des salariés de la société pourrait être augmenté d'un complément de prix éventuel pouvant aller jusqu'à 3 000 milliers de dollars. Sur la base du plan d'affaires de l'activité reprise, le management de la Société estime que l'intégralité du complément de prix serait due. Par conséquent ce montant a été provisionné et s'élève à 3 000 milliers de dollars au 31 décembre 2017 (soit 2 578 milliers d'euros). Voir note 1.1.

### 3.8 Avances ou crédits alloués aux dirigeants

Conformément à la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

### 3.9 Produits à recevoir

Les produits à recevoir se répartissent comme suit au bilan :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Crédit impôt recherche	240	1 768
CICE	24	86
CVAE	0	0
Clients factures à établir	4 232	2 601
Compte courant Factor	0	0
Autres produits à recevoir	51	64
<b>Total</b>	<b>4 547</b>	<b>6 372</b>

### 3.10 Charges à payer

Les charges à payer se répartissent comme suit au bilan :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Fournisseurs et comptes rattachés	1 315	1 315
Dettes fiscales et sociales	1 708	3 774
<b>Total</b>	<b>3 023</b>	<b>11 270</b>

### 3.11 Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance et les produits constatés d'avance se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Charges d'exploitation	495	467
<b>Total</b>	<b>495</b>	<b>467</b>
En milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Produits d'exploitation	2 363	2 307
<b>Total</b>	<b>2 363</b>	<b>2 307</b>

Les charges constatées d'avances correspondent à des charges courantes d'exploitation engagées et comptabilisées avant leur fait générateur.

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des facturations des maintenances dont le chiffre d'affaires est constaté au fur et à mesure que les critères de reconnaissance sont remplis.

### 3.12 Ecart de conversion sur opérations en devises

L'écart de conversion sur opérations en devises se détaille comme suit au 31 décembre 2017 :

Nature des écarts en milliers d'euros	Montant actif	Différences compensées par une	Provision pour perte de change	Montant passif
Créances	-	-	-	(601)
Dettes d'exploitation	605	-	605	
<b>Total</b>	<b>605</b>	<b>-</b>	<b>605</b>	<b>(601)</b>

## 4. Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

### 4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

En 2017, la Société a réalisé 98% de son chiffre d'affaires à l'export et 2% en France.

### 4.2 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée en 2017 aux organes de direction s'est élevée à 904 milliers d'euros.

### 4.3 Ventilation de l'effectif

L'effectif se détaille comme suit au 31 décembre 2017 :

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	19	-
Agents de maîtrise et techniciens	6	-
Apprentis	-	-
Contrat professionnalisation	-	-
<b>Total au 31/12/2017</b>	<b>25</b>	<b>-</b>

### 4.4 Impôts

#### - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 la Société est fiscalement déficitaire. Les déficits reportables au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 1 069 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2017, le report déficitaire est le suivant :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2017
Total des déficits restant à reporter avant intégration fiscale de Janvier 2011	71 299
<b>Total des déficits restant à reporter avant l'intégration fiscale</b>	<b>71 299</b>
Déficits reportables pour les exercices 2011 à 2015	116 423
Déficits utilisés au titre de l'exercice 2016	(1 602)
Déficits reportables pour l'exercice 2017	1 069
<b>Total des déficits restant à reporter dans le cadre de l'intégration fiscale</b>	<b>115 890</b>
<b>Total des déficits restant à reporter</b>	<b>187 190</b>

Conformément aux règles et méthodes comptables applicables pour les comptes sociaux des sociétés françaises, la Société ne comptabilise pas d'actifs d'impôts différés sur ce déficit.

#### 4.5 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Produits 2017	Charges 2017	31 décembre 2017 Net	31 décembre 2016 Net
Sur cession d'immobilisations	-	(342)	(342)	50
Sur cession de l'activité semi-conducteurs	-	(75)	(75)	18 713
Sur dépréciation des titres (voir note 3.2)	1 500	(1 500)	-	-
Sur risque et charges exceptionnels	1 137	(392)	745	(2 496)
Pénalités diverses	5	(18)	(13)	(451)
<b>Total</b>	<b>2 642</b>	<b>(2 327)</b>	<b>315</b>	<b>15 816</b>

#### 4.6 Transferts de charges

Les transferts de charges ont un caractère d'exploitation et s'élèvent à 673 milliers d'euros. Ils sont principalement constitués des refacturations des frais à la société Presto Engineering et WISeKey dans le cadre refacturation de loyers et charges associées.

#### 4.7 Montant des dépenses de recherche et développement

Le montant des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges en 2017 s'élève à 12 773 milliers d'euros (23 249 milliers d'euros en 2016).

### 5. Engagements financiers et autres informations

#### 5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Il n'y a pas de dettes garanties par des sûretés réelles au 31 décembre 2017.

## 5.2 Montant des engagements financiers

Les engagements sont présentés ci-après :

Engagements donnés en milliers d'euros	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Contrats de location	1 204	2 443
Couvertures de change USD/EUR (si évolution défavorable)	9 700	6 500
<b>Total</b>	<b>10 904</b>	<b>8 943</b>

## 5.3 Liste des filiales et participations

Les filiales et participations se détaillent comme suit au 31 décembre 2017 :

Société	Pays	% détenue	Monnaie	Capital	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat	Valeur comptable des titres détenus en €		Avance consentie (+) reçue (-) en €
								brute	nette	
Inside Secure Corporation	Etats-Unis	100%	Dollars US	50	803	5 977	145	50	50	(1 218)
Inside Secure UK Ltd	Ecosse	100%	Livre sterling	0	(5 976)	2 523	(1 134)	8 630	4 508	11 241
INSIDE Secure B.V	Pays-Bas	100%	Euros	100	475	2 746	152	4 570	4 570	(949)
Inside Secure France SAS	France	100%	Euros	1	4	-	3	1	1	-
Inside Secure KK	Japon	100%	Yen	100	4 373	97 380	1 898	1	1	(22)

Au cours de l'exercice 2017, dans le cadre de la cession de son activité semi-conducteurs, Inside Secure a cédé l'ensemble des actions composant le capital des sociétés de ses filiales Vault-IC France SAS et Inside Secure Asia Pty Ltd (Singapour).

## 5.4 Relations intra-groupe

Les opérations intra-groupe réalisées au cours de l'exercice avec les sociétés du Groupe se récapitulent de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2016
<b>Produits</b>		
Produits d'exploitation	-	336
Produits financiers	190	-
<b>Total</b>	<b>190</b>	<b>336</b>
<b>Charges</b>		
Charges d'exploitation	17 455	21 015
<b>Total</b>	<b>17 455</b>	<b>21 015</b>

Les charges d'exploitation correspondent principalement aux différents coûts supportés par les filiales et refacturés à la Société conformément aux contrats en vigueur.

### 5.5 *Résultat financier*

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

<b>Produits Financiers</b>	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016</b>
Produits financiers de participations	-	4 255
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	248
Différences positives de change	2 457	3 304
Reprise de provisions risques et charges financières	52	684
Intérêts et charges	1 876	66
<b>Total</b>	<b>4 386</b>	<b>8 558</b>
<b>Charges Financières</b>	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 décembre 2016</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	605	52
Intérêts et charges	2 241	584
Différences négatives de change	5 097	3 987
<b>Total</b>	<b>7 944</b>	<b>4 623</b>
<b>Resultat Financier</b>	<b>(3 558)</b>	<b>3 935</b>

Les produits financiers de participations de l'exercice 2016 correspondent à des distributions de dividendes pour un montant de 4 247 milliers d'euros.

### 5.6 *Intégration fiscale*

Le 1<sup>er</sup> janvier 2011, la Société a mis en place une convention d'intégration fiscale avec sa filiale française Vault-IC France SAS et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec sa filiale Inside Secure France SAS. La société Vault-IC France SAS a été cédée au cours de l'exercice 2016 et n'est plus incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de façon rétroactive depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.